

MAASTRICHT

Pour ou contre ?

les électrices et électeurs de notre pays vont finalement pouvoir trancher en se prononçant lors d'un référendum, vraisemblablement en septembre prochain.

Il ne s'agit pas d'une petite affaire. Ce Traité touche à des questions décisives. Ses partisans comme ses adversaires le disent : il a pour objet d'organiser d'importants transferts de souveraineté. Cela signifie que des questions cruciales pour le pays et ses habitants seraient prises non plus ici, en France, par la représentation nationale, mais par des organismes européens non élus. Il en irait ainsi notamment dans des domaines aussi essentiels que l'économie, donc l'emploi et le niveau de vie, la monnaie, les droits et libertés des citoyens, la culture, la politique étrangère et la défense du pays.

Il faut donc que notre peuple puisse se prononcer en toute connaissance de cause. Au nom des députés communistes, André Lajoinie a demandé que tous les électeurs puissent disposer du texte de Maastricht. Après un refus catégorique, le premier ministre a indiqué que ce texte serait adressé aux électeurs, peut-être sous forme résumée...

C'est ce qui a conduit l'"Humanité" à le publier le 17 juin dernier. "La Marseillaise, seule de la presse régionale le fait à son tour. Chacun pourra ainsi juger sur pièces. C'est en effet un choix de grande portée que les citoyens seront amenés à accomplir. Personne ne peut décider à leur place. L'exemple du Danemark est là pour le montrer puisque, dans ce pays, les électeurs, après avoir pris connaissance du Traité, ont majoritairement choisi de le repousser, alors que leurs parlementaires l'avaient préalablement adopté, comme en France.

Il s'agit du suffrage universel. Le Parti communiste, les élus communistes entendent tout faire pour en favoriser l'expression souveraine.

Dans tous les départements de nos deux régions comme dans tout le pays, les communistes s'emploieront à discuter de Maastricht avec qui le souhaite, en toute franchise et liberté. Pour ce qui les concerne, ils appelleront à le repousser, mais partout, et quelle que soit en définitive l'opinion de leurs interlocuteurs, ils s'efforceront de dialoguer, d'échanger de débattre, comme c'est la règle en démocratie.

LE TEXTE INTEGRAL